

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E
EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES MUNICIPAUX

ARRONDISSEMENT ARRETE PORTANT RETRAIT DE DELEGATION DE FONCTION
DU RAINCY A UN CONSEILLER MUNICIPAL

Monsieur CORREIA José

PP/GP/EV/

N° ~~1989~~ 1989/2025

Le Maire d'Aulnay-Sous-Bois,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article, L 2122-18,

VU les délibérations N° 1, 2 et 3 du 27 mai 2020 relatives à l'élection du Maire et des Adjoints,

VU l'arrêté n° 420-2020 portant délégation de fonction au 2^{ème} adjoint au Maire, Monsieur CANNARROZZO Franck notamment pour le suivi du Plan communal de sauvegarde,

VU l'arrêté n°334-2022 portant délégation de fonction à M. CORREIA José, conseiller municipal, notamment pour le suivi du Plan communal de sauvegarde, en l'absence de M. CANNARROZZO Franck ;

CONSIDERANT que M. CORREIA José n'a participé à aucune réunion du conseil municipal depuis le 16 octobre 2024 (date de sa dernière présence) ;

CONSIDERANT par ailleurs que M. CORREIA José ne s'est plus associé aux actions menées par l'équipe municipale

CONSIDERANT que ces éléments sont de nature à compromettre la bonne marche de l'administration communale ;

CONSIDERANT qu'il en résulte une rupture du lien de confiance entre le Maire et M. CORREIA José ;

CONSIDERANT, dès lors, la nécessité de rapporter la délégation de fonction de Monsieur CORREIA José,

A R R E T E

Article 1 : **DIT** qu'à compter du rendu exécutoire du présent arrêt, la délégation de fonction accordée à Monsieur **CORREIA José**, conseiller municipal, pour le suivi et la signature de tous actes et documents concernant les activités inhérentes au domaine suivant « **Plan Communal de Sauvegarde** » est retirée.

Article 2 : **DIT** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art. L.411-7 du CRPA).

Article 3 : **DIT** que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig, 93558 Montreuil cedex, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site Internet www.telerecours.fr

Article 4 : **DIT** que le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la Mairie, transmis à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis, affiché sur les panneaux administratifs et notifié à l'intéressée.

FAIT A AULNAY-SOUS-BOIS, LE 19 DEC 2025

HÔTEL DE VILLE

Certifié exécutoire compte tenu :
du dépôt en Préfecture le... 19 DEC 2025
de l'affichage le... 19 DEC 2025
et de la notification à l'intéressé(e) le.....

Le Maire,

Bruno BESCHIZZA

Le Maire,

Bruno BESCHIZZA